



Intervenir au CA/DHG pour porter « le tous.les éducatibles » !

Le SNEP avec la FSU, œuvre au développement d'une école émancipatrice qui vise la formation de citoyens lucides. « Tous et toutes éducatibles » ?

Nous l'affirmons : tous les élèves peuvent réussir si l'on s'en donne les moyens ! Cet objectif émancipateur est partagé (Condorcet, plan Langevin-Wallon, ATD Quart Monde, etc...), mais il entre en opposition avec une vision managériale dite « utilitariste » de l'école. Vision qui utilise la difficulté scolaire, bien réelle, pour réduire la « voilure » sur l'ambition émancipatrice. Elle propose une base minimaliste à tous.les et une formation de qualité à une élite. C'est le socle commun mis en place par la Loi Fillon (2005) et la loi de l'école de la confiance de JM Blanquer qui recentre l'école sur les « savoirs fondamentaux » pour tous.les, et crée une école d'élite pour les autres.

L'étude PISA 2019 montre que l'école utilitariste française est une école fortement marquée par le déterminisme social. Déjà championne des inégalités sociales lors de la précédente étude en 2016, la France n'a pas progressé et se situe dans le groupe des pays les plus inégalitaires avec la Hongrie et le Luxembourg : « *Les inégalités demeurent à un niveau très élevé : la France de très forts écarts en fonction de l'origine sociale... parmi les élèves en difficulté, ceux des milieux défavorisés sont 5 fois plus nombreux que leurs camarades favorisés...* ».

D'une DHG qui installe le renoncement...

Depuis 1986, avec l'instauration de la DHG, les conditions d'apprentissage découlent directement de l'enveloppe allouée, alors qu'auparavant, on allouait des moyens en dotation de Postes en fonction des besoins et du contexte de l'établissement. Après des années avec des classes à effectifs chargés (malgré l'engagement des personnels), les difficultés quotidiennes et récurrentes peuvent nous amener à penser qu'il est impossible de faire réussir tout le monde. Cette réalité, fruit de choix politiques conscients, construit le renoncement et alimente du même coup les solutions utilitaristes dites pragmatiques. Mais si nous obtenions des classes à 20 comme dans certains pays, notre cadre de pensée ne serait-il pas plus optimiste ?

En 23 ans, la dépense intérieure d'éducation (DIE) est passée de 7,7% du PIB à 6,6%. Ces 1,1% de PIB représentent près de 25 milliards d'euros, soit le tiers du budget de l'éducation pour 2020 (73,2 milliards, incluant les pensions). On pourrait, à titre d'exemple, créer un tiers de postes en plus et réduire d'autant la taille de toutes les classes, mais aussi revaloriser les salaires.

A une alternative pour l'école de demain !

A la lecture des moyens attribués, c'est ce débat qu'il faut porter en CA pour éclairer les parents et les élus. C'est pourquoi nous vous appelons à :

- Faire barrage à toute DHG qui ne garantirait pas à la fois la réussite de tous et de bonnes conditions de travail.
- Proposer un « DHG alternative » qui permet cette réussite de tous (création de classes, dédoublements, co-intervention, etc...).

C'est le sens du Kit DHG sur notre site qui doit aider aux luttes dans chaque établissement. Ces actions locales nourriront l'activité globale pour contraindre le gouvernement à ouvrir plus de postes aux concours, en EPS mais aussi bien sûr dans les autres disciplines !